



ALTERNATIVE ÉCOLOGISTE & SOCIALE ÎLE-DE-FRANCE

2015 - 2021 : Un mandat gâché pour l'Île-de-France

L'Île-de-France accumule les retards concernant la transformation écologique et sociale de nos territoires. 6 ans de perdus pour les Francilien-nes. La droite régionale, libérale et liberticide, aura passé son mandat à tenter de satisfaire les agences de notations, avec un seul objectif, le totem de l'attractivité économique. Guidée par ses conceptions étroitement croissancistes, elle n'a jamais su identifier les urgences sociales et environnementales de la région-capitale.

Rassemblant plusieurs partis politiques écologistes et de gauche ainsi que des membres de la société civile, notre groupe Alternative Écologiste et Sociale aura oeuvré sans cesse pour lutter contre l'entreprise de détricotage des politiques régionales, contre le déséquilibre toujours plus fort entre les territoires. Nous avons même obtenu plusieurs victoires politiques devant les tribunaux. Malgré nos efforts, la droite régionale a presque réduit à néant le bouclier social régional et laminé notre tissu associatif pourtant si nécessaire dans une région qui est à la fois la plus riche et la plus inégalitaire de France. Aucune ambition politique pour le climat ou pour les conditions de vie en Île-de-France n'a vu le jour en 6 ans.

La crise du Covid-19 met les indicateurs financiers par terre. Elle a montré l'indispensable travail des associations locales, dans les quartiers mais aussi en ruralité, que Valérie Pécresse et l'exécutif régional ont abandonnées. La Présidente de région sera allée partout pour distribuer des masques et communiquer, mais cette crise a surtout démontré une vision datée et l'impréparation totale de notre région aux enjeux de demain. C'est pour cela qu'il faudra avec force et conviction, tou-tes ensemble, défendre notre projet écologiste et social pour une alternative heureuse en Île-de-France.

Ghislaine Senée, présidente du groupe AES
Anne-Claire Jarry-Bouabid, vice-présidente

et les élu-es du groupe : Julien Bayou, Marie-Odile Bertella-Geffroy, Fanélie Carrey-Conte, François Damerval, Sandrine Grandgambe, Benoit Hamon, Anne-Claire Jarry-Bouabid, Hella Kribi-Romdhane, Annie Lahmer, Mohamed Mechmache, Claire Monod, Bénédicte Monville-De Cecco, Roberto Romero, Corinne Rufet, Rama Sall, Mounir Satouri, Ghislaine Senée, Pierre Serne



Une gestion budgétaire trompeuse

La majorité régionale a fait des indicateurs financiers un fil rouge du mandat. Dès lors comment communiquer des investissements records alors que l'on mène une politique d'austérité ? Rien de plus simple, il suffit d'annoncer au budget des montants records, quitte à faire des additions farfelues qui reviennent à compter des lignes budgétaires dans deux postes d'investissement, puis à ne pas exécuter le budget ! Des pratiques dénoncées par la Chambre Régionale des Comptes sans arrêter la Présidente de région. En 2018, seuls 58% des investissements annoncés ont été effectués ! Au détriment des politiques régionales et de l'intérêt général.

Une politique environnementale au service des lobbies

La majorité régionale ne mène aucune politique ambitieuse en terme de biodiversité. La place de la nature en Île-de-France est appréhendée avant tout en termes paysagers, au détriment d'une vraie politique de protection du vivant. Si les services de l'institution disposent de compétences non négligeables en matière environnementale, les choix politiques privilégient systématiquement les intérêts économiques. D'un côté, les ENR sont soutenues, de l'autre, l'industrie aéronautique, automobile et l'agro-business le sont tout autant sans aucune incitation à la transition. Pour la droite régionale, notre avenir est entre les mains des grandes entreprises et start-ups qu'il convient de soutenir, quel que soit leur objet, leur modèle capitalistique ou leur contribution à l'amélioration de nos conditions de vie.

Où est le milliard promis pour le Val d'Oise ?

Voilà un exemple type de la gouvernance Pécresse. La présidente de région a toujours évité de se prononcer sur l'abandon d'Europacity. Mais dès le lendemain de l'abandon, elle annonce en conférence de presse 1 milliard d'euros d'investissement pour le Val d'Oise, soit l'équivalent de 20% du budget annuel de la Région. Au delà de l'effet d'annonce, aucun projet de développement majeur n'a été lancé sur le département un an après...

Déménagement du siège régional : le règne du court-termisme

La Région n'est plus propriétaire de son hémicycle. Quel symbole ! Valérie Pécresse avait promis de déménager le siège régional hors du périphérique, chose faite. Mais à quel coût pour le contribuable ? Afin d'afficher des recettes exceptionnelles, la droite régionale a choisi de ne pas acheter son nouveau siège. Pratique pour la communication, mais les conséquences à moyen et long terme pour la Région seront désastreuses. La Chambre Régionale des Comptes le dit " [en achetant] elle pourrait réduire ses charges de fonctionnement d'un montant cumulé de 266 M€ de 2018 à 2031. En revanche si elle décidait de rester locataire des locaux, ces charges s'alourdiraient de 128 M€ au cours de la même période". D'autant plus que la droite régionale a négocié des franchises de loyer jusqu'à la seule fin de mandat..

Lycées : tout pour le privé

La droite régionale fait de l'éducation un marché. L'affaiblissement systématique de l'école publique, de ses biens (cession de terrains de lycées), au profit des lycées privés a été le fil conducteur de ce mandat. Le privé est aidé au-delà des obligations légales et la droite soutient abondamment les entreprises de soutien scolaire. L'idée d'égalité devant l'éducation ne guide plus la politique régionale, accentuant l'effet de reproduction sociale, cette majorité n'a aucune ambition pour les lycées publics ou les personnels qui les font vivre, niant au passage le rôle majeur que pourraient jouer les établissements dans la transition écologique. L'objectif du 100% bio à la cantine, bon pour la santé et important sur le plan éducatif, n'est même plus à l'ordre du jour. Les leviers pédagogiques qui visaient à encourager chez les élèves le dialogue, l'initiative et la responsabilité comme les budgets participatifs sont arrêtés. Enfin, l'abandon des programmes d'éducation à la mémoire de l'esclavage témoigne aussi de la volonté d'imposition d'un récit historique expurgé de ce qui ne convient pas à cette majorité.

Le rendez-vous manqué des transports

La droite a remporté les élections de 2015 en promettant une révolution des transports qui n'est jamais advenue. Alors que les besoins en transports du quotidien se sont renforcés ces dernières années, la majorité régionale n'a pas su prendre le virage des nouvelles approches de la mobilité. Notre région est minée par le poids des déplacements domicile-travail mais la majorité régionale ne conçoit sa politique de transports que sous l'angle des investissements lourds. La politique régionale fonctionne en silos étanches : il n'existe pas de prise en compte globale des besoins en déplacement, de la marche à pieds aux réseaux de trains. Partout en Île-de-France, surtout en grande couronne les habitant-es attendent des transports publics qui n'arrivent jamais.

Appauvrissement de la démocratie locale

La droite au pouvoir retombe rapidement dans ses travers. Valérie Pécresse a poussé à l'extrême la concentration du pouvoir dans ses mains. Des vice-président-es désoeuvrées et une assemblée réduite au silence. Réforme du règlement intérieur après réforme, elle a réduit chaque année un peu plus le temps de parole dédié à l'opposition. Là encore, il aura fallu aller devant la justice pour faire reconnaître notre droit à défendre nos propositions. Dernière attaque en date : une réduction drastique des crédits de formation des élu-es et ce sans vote en assemblée plénière.

Chiffres clés du mandat Pécresse :

50% de baisse sur le budget dédié à la vie associative régionale
100M€, le montant qu'elle n'a pas exécuté sur des politiques transport/logement/environnement pour rembourser de manière anticipée les banques
10% des effectifs supprimés au siège régional
66% des crédits en moins pour les quartiers populaires (quartiers politique de la ville)
20 M€ en cinq ans pour financer la vidéo-surveillance dans les communes, abandon total de la stratégie locale de prévention et de médiation.

Un mandat de mobilisation

Tarif solidaire pour les bénéficiaires de l'AME

Les bénéficiaires de l'AME ont à nouveau droit à une tarification solidaire dans les transports en commun franciliens grâce à des démarches initiées par le groupe. En effet, la justice a reconnu l'illégalité de la décision de l'exécutif régional de supprimer la réduction sur l'abonnement transport qui était accordée aux bénéficiaires de l'AME.

Abandon du projet Europacity

Nous aurons toujours soutenu les opposant-es à ce projet climaticide et absurde économiquement. Plusieurs démarches en justice avaient été menées pour faire monter la pression. Une victoire écologiste qui doit en amener d'autres. La première d'entre elle ? Voir aboutir le projet Carma, un projet de transition écologique à partir du Triangle de Gonesse.



Pour des projets de développement en conformité avec l'accord de Paris

Depuis la COP21, nous avons multiplié les propositions pour engager la transition écologique et sociale de notre région. Ainsi nous nous sommes mobilisées avec vigueur contre le projet de Terminal 4 qui prévoyait un doublement du trafic aérien à Roissy. Finalement, après les annonces gouvernementales abandonnant le projet, Valérie Pécresse se positionne enfin, mais pour une simple "révision". Pendant ce temps, elle réitère son soutien au CDG Express, réservé à la clientèle fortunée de l'aéroport de Roissy. Sur ces projets, nous sommes aux côtés de la mobilisation citoyenne : rencontres, manifestations, amendements, nous ne lâchons rien !

Une région contre les spectacles avec animaux

En lien avec les associations mobilisées sur le sujet, le groupe a obtenu que la Région se positionne contre les spectacles mettant en scène des animaux en reconnaissant la souffrance animale. Une victoire pour la défense du bien-être animal.

Création d'un intergroupe

En juillet 2020, nous avons créé un intergroupe avec l'ensemble des groupes de l'opposition de gauche avec un objectif : renforcer nos combats communs pour créer les conditions d'une alternative politique à la droite francilienne.

Un mandat de propositions écologistes

Du budget carbone, à la rénovation thermique en passant par plusieurs propositions de la convention citoyenne, aucune proposition concrète acceptée par la droite régionale. Des discours et des annonces, il y en a eu, les actes nous les cherchons toujours.

Une plateforme de contributions pour penser la suite

Pour réfléchir à l'après Covid, le groupe a lancé une plateforme pour recueillir les contributions des Francilien-nes.
Contribuez sur : demainiledefrance.fr

Contactez le groupe : alternative@iledefrance.fr / 01.53.85.75.99

Réseaux sociaux : Twitter : [alternative_IDF](https://twitter.com/alternative_IDF) / Facebook : [AlternativeIDF](https://www.facebook.com/AlternativeIDF)

Site web : alternative-idf.fr